

## Communiqué de presse intersyndical



En ces temps de pandémie mondiale, les examens sont contraints d'avoir lieu à distance, dans des conditions pas toujours égalitaires ni convenables pour certains étudiant.e.s à cause notamment de la fracture numérique qui impacte également les équipes pédagogiques.

La conception des évaluations à distance est extrêmement chronophage pour les enseignants. Le fonctionnement et les paramètres de l'outil ont des réglages par défaut inadaptés et sont tout sauf faciles à appréhender pour des collègues y compris ceux qui sont familiers avec les outils numériques. Les enseignants ont eu à s'adapter dans un temps très court. Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant que des erreurs se produisent.

La CFVU de l'Université Paris Saclay a voté un cadrage des examens qui s'appuie dans la forme sur la bienveillance des enseignant.e.s envers les étudiant.e.s dans leur évaluation. C'est précisément ce qu'a suivi Jean-Pierre Dubois, professeur de droit public à l'UFR DEG de l'Université Paris Saclay, et président d'honneur de la ligue des droits de l'homme, suspendu deux heures avant la tenue d'un jury d'examen dont il est membre, sans avoir été entendu.

Malgré sa réintégration par la présidente après la vague de réactions indignées, M. Dubois n'a finalement pas pu participer au jury, ce qui était l'objectif de la présidence car sa participation « s'avérait à possiblement entraver son bon déroulement ».

Nous condamnons fermement la suspension de la part de Mme Sylvie Retailleau de manière à pouvoir isoler un enseignant du jury et ainsi abuser de son autorité.

Nous condamnons aussi fermement le caractère autoritaire de cette suspension. En effet, un précédent litige sur le déroulement des examens en DEG (examen jugé impossible par les étudiant.e.s) a déjà eu lieu il y a quelques semaines, menant à une discussion entre la présidente, les étudiant.e.s et le professeur concerné.

Nous condamnons l'insécurité dans laquelle l'urgence et la complexité des outils placent les enseignants, de même que la priorité donnée à la valeur des diplômes plutôt qu'à la situation des étudiants.

Les organisations condamnent fermement le comportement de la présidence de l'Université Paris Saclay et réclament de plus amples explications face à cette dérive autoritaire.

Les élu-es UNEF, UHDE (FSU et CGT) et CFDT au conseil d'administration de l'Université Paris-Saclay